



**SEMINAIRE DES ACTEURS AFRICAINS FRANCOPHONES DE L'ACTION  
CONTRE LES MINES, DAKAR 2-4 NOVEMBRE 2008**

**DISCOURS D'INTRODUCTION au SEMINAIRE  
RENE FAURE, PROGRAMME FRANCOPHONE DU CIDHG**

**Monsieur le représentant du Ministre d'Etat, ministre des Affaires  
Etrangères,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,**

**Je voudrais vous souhaiter à tous la bienvenue à ce deuxième séminaire  
des acteurs africains francophones de l'action contre les mines et les  
restes explosifs de guerre.**

**Il s'agit du deuxième séminaire puisque nous avons inauguré le premier il  
y a un an au Bénin à Cotonou et Ouidah.**

**L'organisation de ce séminaire à Dakar n'aurait pas été possible sans  
l'implication du gouvernement sénégalais. Permettez-moi de saluer ici tout  
particulièrement le représentant du ministre d'Etat ministre des affaires  
étrangères et bien entendu le directeur du Centre National de l'Action  
Antimines du Sénégal, l'ambassadeur Papa Omar Ndiaye. Par ailleurs,  
nous sommes reconnaissants à l'Organisation internationale de la  
Francophonie (OIF), à la Suisse et à la France qui soutiennent  
financièrement la tenue de ce séminaire.**

**Les problèmes engendrés par les mines et les restes explosifs de guerre  
(REG) touchent directement les populations; ils constituent un frein au  
retour des réfugiés, à la réinstallation des personnes déplacées, au  
développement des activités agricoles et à la reconstruction des  
infrastructures à l'issue d'un conflit armé. Ainsi, ces armes, outre les  
conséquences humanitaires évidentes qui découlent de son usage,**

demeurent, longtemps après un conflit, un véritable obstacle à la reprise d'une vie normale pour les populations affectées, et finalement un obstacle au développement des pays concernés.

Le Centre International de Déminage Humanitaire à Genève encourage les pays touchés par le fléau des mines et des restes explosifs de guerre à développer leurs capacités propres d'action. Nous mettons à disposition des programmes nationaux une expertise, qu'il s'agisse de conseils techniques sur les méthodes de déminage les plus appropriées, sur les moyens de remettre à disposition les terres ou encore sur la gestion de l'information. Par ailleurs, en partenariat avec les Nations Unies (UNMAS) le Centre développe les normes internationales de l'action contre les mines, et nous appuyons le développement et la mise en œuvre des instruments de droit international relatifs aux mines et restes explosifs de guerre. C'est en 2001 que les Etats parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel ont chargé le Centre de créer une Unité d'appui à l'application de la Convention (ISU). Celle-ci a pour objectif de prodiguer aide et conseils à la Présidence des réunions des Etats parties ainsi qu'aux Coprésidents des Comités de travail, de diffuser les informations relatives à la Convention, et d'assurer le fonctionnement d'un Centre de documentation. Cette unité fournit également des conseils aux Etats parties dans la mise en œuvre de leur obligations qu'il s'agisse de la destruction des stocks, de l'assistance aux victimes, ou encore des demandes de prolongation du délai fixé pour la destruction complète des mines antipersonnel dans les zones minées.

Je voudrais ici introduire brièvement les collaborateurs du CIDHG qui sont présents pour ce séminaire :

- Pascal Rapillard, en charge des relations extérieures et des questions politiques

- **Gisèle Sehlin Brahi, notre coordinatrice du projet Bibliomines dont nous allons parler tout à l'heure,**
- **Estelle Aebersold, qui a assuré avec le CNAMS l'organisation logistique du séminaire**
- **Et Jean-Luc Delon qui vient de nous rejoindre aujourd'hui pour prendre la responsabilité du programme francophone à mon départ début décembre,**
- **nos consultants également : Philippe Houliat qui a, comme l'an passé , monté le contenu du séminaire, avec méthode et sans ménager son temps ni sa peine et qui commence également à travailler au profit du centre sur la remise à disposition des terres, au Tchad; Anne Capelle plus particulièrement en charge des sessions éducation au risque des mines et assistance aux victimes et que certains d'entre vous ont croisé dans les ateliers qu'elle a animé au Sénégal puis tout récemment au Bénin. Et puisque je parle de consultant du CIDHG je n'oublierai pas Alioune ould Mohammed el Hacem dans le domaine des évaluations du CPADD en 2008 et tout récemment en Somaliland mais il est ici à titre de ses responsabilités nationales.**

**Je voudrais rappeler ici que ces séminaires ont été organisés à la demande des responsables africains francophones présents aujourd'hui qui ont constaté la difficulté à exprimer leurs points de vue et leurs attentes dans des mécanismes internationaux de lutte antimines essentiellement anglophones.**

**Le programme francophone de notre Centre, vient ainsi répondre aux demandes récurrentes d'assistance des pays qui utilisent le français. La mise en place du séminaire, lieu d'échanges d'expériences en français s'inscrit en complémentarité d'autres efforts: le projet Bibliomines qui vise à regrouper sur un site Internet unique toute la documentation existant en français sur l'action contre les mines fondé en partenariat avec le CNAMS du Sénégal, le CPADD du Bénin et le PNDHD de la Mauritanie,**

respectivement centres d'action contre les mines de la Mauritanie et du Sénégal, a franchi une première étape en s'ouvrant au public en août dernier ; nous y reviendrons ; dans le même temps, la traduction de toutes les normes internationales en partenariat avec le CPADD, mais aussi avec l'école du Génie d'Angers en France est en cours d'achèvement ; leur mise à jour et la traduction de guides essentiels pour la communauté francophone continuera ; et comme vous l'avez compris le CIDHG commence à s'attacher en consultation des experts francophones et ce mouvement doit se développer.

Aujourd'hui et pour trois jours durant, les responsables de l'action contre les mines de 15 pays africains, des représentants des pays membres de la Francophonie, des représentants des Nations Unies, des organisations internationales et régionales, des représentants de la société civile ont accepté de se réunir dans un dispositif plus élargi qu'en 2008. Les sujets développés sont ceux que les responsables africains francophones ici présents ont demandé de traiter : ainsi la mobilisation des ressources est apparu être un thème prioritaire et une place importante lui est donc réservée ; mais aussi la remise à disposition des terres, l'éducation au risque des mines, l'assistance aux victimes, les convergences possibles avec les programmes des petites armes ; autant de sujets nouveaux qui permettront de compléter les échanges d'expérience initiés l'an passé, de continuer à rechercher la valorisation de l'expertise francophone et de susciter des idées nouvelles.

J'espère que ce séminaire répondra à vos attentes et qu'il sera producteur d'expériences enrichissantes pour chacun d'entre vous. Au nom du directeur du CIDHG, je vous souhaite un séjour fructueux.